

**DREAL-UD69-LL  
DDPP-SPE-IG**

**ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2025-151  
prescrivant une amende administrative  
et mettant en demeure la société DEPOT-BENNES-SERVICES (DBS),  
pour le site qu'elle exploite au 291, Impasse du Belvédère à Colombier-Saugnieu**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est  
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfète du Rhône  
Commandeur de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-7, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques (...) 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles 5 et 10 ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2024 portant autorisation environnementale pour l'exploitation d'un centre de tri de déchets non dangereux issus d'activités économiques par la société DEPOT-BENNES-SERVICES (DBS) au 291, Impasse du Belvédère à Colombier-Saugnieu, et notamment son article 5.1 et l'annexe 1 qui définit l'implantation précise des zones de stockage de déchets;

VU le rapport du 17 avril 2025 de l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement à la suite de l'inspection menée le 8 avril 2025 ;

VU le rapport du 3 juillet 2025 de l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement à la suite de l'inspection menée le 26 mai 2025 ;

VU le courrier envoyé en lettre recommandée avec accusé de réception en date du 2 juillet 2025, informant l'exploitant des constats fondant l'amende et la mise en demeure susceptible de lui être prononcée et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 17 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT que les réponses apportées par l'exploitant dans son courrier daté du 17 juillet 2025 n'apportent pas d'éléments susceptibles de modifier sur le fond les constats et les suites proposées dans le rapport d'inspection daté du 3 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT l'incendie du samedi 24 mai 2025 qui s'est déclaré sans motif apparent au sein d'un stock de déchets plastiques et de matelas ayant fait l'objet d'un pré-tri et d'un stockage temporaire prolongé à l'initiative de la société DEPOT-BENNES-SERVICES (DBS) ;

CONSIDÉRANT le recours à d'importants moyens par les forces de secours mobilisées entre 17h30 et 22h30 pour l'extinction de cet incendie ;

CONSIDÉRANT que la visite du 26 mai 2025 a permis à l'Inspection des installations classées de constater que la société DEPOT-BENNES-SERVICES (DBS) avait stocké ces déchets dans une zone non autorisée pour cette catégorie de déchets, puisque selon l'annexe 1 de son arrêté préfectoral sus-visé, la zone en question est dédiée à l'entreposage temporaire de déchets de bois non dangereux ;

CONSIDÉRANT l'insuffisance du suivi des déchets reçus sur le site DEPOT-BENNES-SERVICES (DBS) de Colombier-Saugnieu et les dérives liées à ces stocks non répertoriés, non traités et non évacués du site dans des délais maîtrisés et ce depuis 2021 d'après les rapports d'inspection de la DREAL ;

CONSIDÉRANT que la non-tenue d'un état des stocks de déchets, pour un site industriel comme DBS spécialisé dans le traitement de déchets, constitue un manquement à ses obligations réglementaires et relève d'une infraction ;

CONSIDÉRANT que le site DEPOT-BENNES-SERVICES (DBS) a été alerté à plusieurs reprises lors des inspections précédentes depuis 2021 des risques liés à ces stockages non maîtrisés, dont le risque incendie, et qu'il convient de prendre les mesures de coercition nécessaires, afin d'éviter le renouvellement de cette infraction ;

CONSIDÉRANT que cette gestion de déchets par la société DEPOT-BENNES-SERVICES (DBS) et les faits constatés lors de la visite du 26 mai 2025 sont contraires aux prescriptions du chapitre 1<sup>er</sup> du titre IV du livre 5 du Code de l'Environnement et ne respectent pas des prescriptions plus précises, qui en découlent telles que la tenue d'un stock hebdomadaire des déchets présents sur le site, le respect des zones dédiées au stockage de déchets combustibles, le traitement de tous les déchets présents sur site et l'organisation de la défense incendie des déchets entreposés ;

CONSIDÉRANT dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.541-3 du Code de l'environnement, qui permettent la prescription d'une amende administrative à l'encontre de la société DEPOT-BENNES-SERVICES (DBS) ;

CONSIDÉRANT par ailleurs que l'article 10 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé dispose qu'en complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, « l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation » ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 26 mai 2025, l'Inspection a relevé que l'exploitant DBS ne dispose pas d'état hebdomadaire de ses stocks et entrepose sur son site des stocks de typologie de déchets sans exutoire, que ces constats perdurent depuis 2021 ;

CONSIDÉRANT que l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé dispose que « l'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours et sont mis à disposition à l'entrée du site » ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 26 mai 2025, l'Inspection a relevé que l'exploitant DBS ne dispose pas d'un plan de défense contre l'incendie complet et recevable tel que réglementairement exigé, que l'absence de ce plan de défense avait déjà été relevée lors d'une précédente inspection menée le 8 avril 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'article 5,1 de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2024 susvisé dispose que « les stocks extérieurs et intérieurs respectent les implantations définies au plan en annexe », que ce plan prévoit 3 îlots de stockage de « bois 2714 », chacun de 1000 m<sup>2</sup> maximum et de 6 mètres de haut maximum, au nord-Est de la chaîne de tri industrielle principale du site ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 26 mai 2025, l'Inspection a relevé que l'incendie de déchets de gaines plastiques et de matelas du 24 mai 2025 a eu lieu à l'interface Est de cette zone dédiée au stockage du bois, sur une surface d'environ 800 m<sup>2</sup>, qu'aucune mention de ces

déchets plastiques et de matelas ne figure au plan sus-mentionné, que ce stock n'était pas ponctuel, car il avait déjà été vu en visite d'inspection le 8 avril 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence, l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2024 susvisé ;

CONSIDÉRANT dès lors, au regard des écarts aux dispositions réglementaires susmentionnées, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, en mettant en demeure la société DEPOT-BENNES-SERVICES (DBS) de se conformer à ces dispositions ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : Amende**

Au titre des dispositions de l'article L. 541-3 du code de l'environnement, une amende administrative d'un montant de cinq mille euros (5 000 euros) est infligée à la société DEPOT-BENNES-SERVICES (SIRET 399 375 948 00029), pour négligence répétée dans le suivi des déchets réceptionnés et non-traitement de déchets combustibles pour le site qu'elle exploite au 291, Impasse du Belvédère à Colombier-Saugnieu.

À cet effet, un titre de perception d'un montant de cinq mille euros (5 000 euros) est rendu immédiatement exécutoire, auprès du directeur régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône.

### **ARTICLE 2 : Mise en demeure**

Au titre des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société DEPOT-BENNES-SERVICES (SIRET 399 375 948 00029) est mise en demeure de se mettre en conformité, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, avec les dispositions :

- de l'article 5.1 de son arrêté préfectoral portant autorisation environnementale relative à l'exploitation d'un centre de tri de déchets non dangereux issus d'activités économiques par la société DEPOT-BENNES-SERVICES (DBS) au 291, Impasse du Belvédère à Colombier-Saugnieu du 19 novembre 2024,
- des articles 5 et 10 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé,

### **ARTICLE 3**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 4**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

### **ARTICLE 5**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

#### **ARTICLE 6**

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées et le directeur régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de Colombier-Saugnieu.